



PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

Direction régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement

Blois, le 18 janvier 2012

Unité territoriale de Loir-et-Cher

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
A MONSIEUR LE PREFET DE LOIR-ET-CHER (DDCSP/SPE)**

Objet : Demande d'autorisation d'exploiter une installation classée déposée par la société RECAM SONOFADEX,
Projet d'entrepôts de stockage de pneus neufs rue de l'Industrie sur la commune de Nouan-le-Fuzelier.

1. OBJET DE LA DEMANDE.....	2
1.1. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITÉS	2
1.2. DESCRIPTION DE L'ÉTABLISSEMENT ET PRÉSENTATION DE LA DEMANDE.....	3
1.3. CADRE ADMINISTRATIF DE LA DEMANDE	4
1.4. MAÎTRISE DE L'URBANISATION	4
2. PROCEDURE D'INSTRUCTION	4
2.1. ENQUÊTE PUBLIQUE.....	4
2.2. SYNTHÈSE DES AVIS ET DES RÉPONSES APPORTÉES PAR LE PÉTITIONNAIRE.....	5
3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE	5
3.1. DISPOSITIONS RETENUES DANS L'ARRÊTÉ EN RÉFÉRENCE AU DOSSIER DÉPOSÉ PAR LE PÉTITIONNAIRE	5
3.2. PROPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES INTRODUITES DANS L'ARRÊTÉ	7
4. MODIFICATIONS APPORTÉES A L'EXPLOITATION	8
5. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR.....	8
6. CONCLUSION ET PROPOSITIONS.....	9
ANNEXE 1 – PLAN DE SITUATION ET DE LOCALISATION DES OUVRAGES DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES	10
ANNEXE 2 – SYNTHÈSE DES AVIS ET DES REPONSES DU PETITIONNAIRE	11
ANNEXE 2.1 - SYNTHÈSE DE L'AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR	11
ANNEXE 2.2 - TABLEAU DE SYNTHÈSE DES AVIS ÉMIS PAR LES SERVICES INTÉRESSÉS	12
ANNEXE 2.3 - TABLEAU DE SYNTHÈSE DES DÉLIBÉRATIONS ÉMISES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE CONCERNÉE	17
ANNEXE 2.4 - TABLEAU DE SYNTHÈSE DES DÉLIBÉRATIONS ÉMISES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE CONCERNÉE	17

Par lettre en date du 12 juillet 2007, _____, agissant en qualité de Président Directeur Général de la société RECAM SONOFADEX, dont le siège social est actuellement situé 6 rue de l'Industrie à Nouan-le-Fuzelier, sollicite l'autorisation d'exploiter une activité d'entrepôt de pneus neufs à la même adresse que son siège social.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 21 septembre 2007 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 11 octobre 2007.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITÉS

Installations projetées ou à régulariser	Rubrique	Alinéa	A, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume de la demande	Unités du volume
	2661	2.a	A	Transformation des caoutchoucs par tout procédé exclusivement mécanique	7 râpeuses, 7 machines à ébavurer, 3 chaînes de broyage de pneumatiques ¹	Quantité de matière susceptible d'être traitée	20	t/j	36,3	t/j
	2663	2	A	Stockage de pneumatiques et de produits dont plus de 50 % au moins de la masse unitaire est constituée de polymères	Stockages dans les bâtiments E, F, G, 1, 2 et 3	Volume susceptible d'être stocké	10 000	m ³	44164	m ³
	95	2	D	Récupération et régénération du caoutchouc par chauffage sans fusion	Vulcanisation (150°C sous 13 bars)	néant	-	-	-	-
	95	3	D	Récupération et régénération du caoutchouc par travail à froid	Broyage, râpage et ébavurage de pneus usagés	Quantité traitée quotidiennement	50	kg	36 300	kg
	98 bis	C	D	Dépôts ou ateliers de triage de pneumatiques installés sur un terrain isolé, bâti ou non, situé à plus de 50 m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers	Stockage extérieur de pneus usagés	Quantité entreposée	150	m ³	5 500	m ³
	1432	2.b	D, C	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Bidons de lave-glace, bidons de colle de rechapage, peintures, bidons de diluants, cuve de FOD	Capacité équivalente	10	m ³	98	m ³
	1611	2	D	Emplet ou stockage d'acides	Stockage de batteries neuves contenant de l'acide sulfurique à plus de 25%	Quantité totale susceptible d'être présente	50	t	85,1	t
	2560	2	D	Travail mécanique des métaux et alliages	Fabrication d'étagères (bâtiment C) Rénovation de cardans (bâtiment E)	Puissance installée des machines fixes	50	kW	102	kW
	2564	2	D, C	Nettoyage, dégraissage par des procédés utilisant des liquides organo-halogénés ou des solvants organiques	Nettoyage de cardans et pièces mécaniques par essuyage ou aspersion dans une fontaine à solvant organique	Volume de la cuve de traitement	200	l	1100	l
	2910	A.2	D, C	Installations de combustion	1 chaudière vapeur, 2 motopompe à essence et une chaudière FOD	Puissance thermique maximale	2	MW	2,3	MW

2.2. SYNTHÈSE DES AVIS ET DES RÉPONSES APPORTÉES PAR LE PÉTITIONNAIRE

Les avis émis et les réponses apportées par le pétitionnaire figurent en annexe 2 du présent rapport.

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. DISPOSITIONS RETENUES DANS L'ARRÊTÉ EN RÉFÉRENCE AU DOSSIER DÉPOSÉ PAR LE PÉTITIONNAIRE

Les enjeux environnementaux principaux concernant cet établissement sont les suivants :

- ☐ Les rejets atmosphériques ;
- ☐ Les rejets d'eaux pluviales ;
- ☐ La gestion des pollutions des sols passées, accidentelles ou chroniques ;
- ☐ La gestion des déchets ;
- ☐ Les risques d'incendie.

Les rejets atmosphériques

Les principales sources d'émissions et polluants émis sont les suivants :

- o des composés organiques volatils liés à l'activité de rechapage (encollage, vulcanisation) ;
- o les poussières au niveau de l'atelier de broyage des pneus usagés et de postes de rapage des pneus avant rechapage.

Les rejets en solvants du poste d'encollage par asperion des bandes de gomme avaient été estimés à 3 tonnes par an (pas de traitement des rejets). Le poste d'encollage a été supprimé depuis, l'exploitant utilise maintenant des gommes incorporant le solvant. Toutes les émissions de solvants sont donc émises au niveau des presses de vulcanisation lors de leur ouverture. Les émissions sont totalement diffusées. Dans son dossier, l'exploitant les avait estimées à 27 t/an d'huile minérale à phrase de risques R45 contenu dans les bandes de rechapage et à 2,6 t de colles. L'exploitant n'utilise plus de bandes contenant une huile minérale R45.

Les rejets des installations de broyage et des postes de rapage sont traités sur des cyclones et des filtres à manche largement dimensionnés situés à l'extérieur des bâtiments. La qualité des rejets n'a toutefois pas été mesurée, ces installations n'étant pas équipées de conduit de rejet permettant de faire une mesure représentative.

2 cabines de peinture et une fontaine de dégraissage constituent les sources secondaires d'émission de COV (3 t/an environ).

Les rejets d'eaux

Les eaux pluviales du site étaient rejetées au fossé situé le long de la voie SNCF. Sauf les eaux de toiture du bâtiment G qui sont collectées dans le bassin tenant lieu de réserve incendie. La majeure partie des eaux du fossé rejoignait le Néant (et en cas de débit important l'étang du Vaugoin) via un fossé traversant le site. L'exploitant a busé le fossé qui aboutit maintenant dans un bassin d'orage de 3000 m³ faisant aussi office de bassin de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie grâce à une vanne d'isolement sur la canalisation de rejet. Le rejet du bassin d'orage est traité par un débouilleur-déshuileur. Une partie des eaux pluviales du site, dont la dalle très endommagée de l'ancien bâtiment incendié qui sert de parking pour les camions et remorques de la société, sont rejetées au fossé Est sans prétraitement et les eaux de purges de déconcentration de chaudière sont rejetées dans un puits. Les voiries desservant les 3 entrepôts de pneus neufs ne sont pas imperméabilisées (béton) ou, a minima, revêtues d'un enrobé.

La gestion des pollutions des sols passées

Les impacts environnementaux à l'extérieur du site liés à l'ancienne activité de fusion de plomb ont été évalués dans le cadre d'une étude de la pollution des sols en plomb, zinc et cadmium dans l'environnement du site, étude financée par la DDASS de Loir-et-Cher. Les résultats de cette étude réalisés par l'INRA ont été restitués lors d'une réunion en sous-préfecture de Romorantin le 3 octobre 2003. L'étude conduisait à l'absence de contamination pour les 3 métaux dans les terrains agricoles situés au Sud-Est du site et dans les sols prélevés dans les rues très proches de l'usine ou dans certains jardins anciens du bourg, des contaminations en plomb, cadmium ou zinc de très faibles niveaux pouvant en outre résulter d'autres sources (usage répété de produits phytosanitaires, de cendres de foyer...).

La pollution des sols au droit de l'usine a fait l'objet de nombreuses études depuis 1999 (date du premier diagnostic) et d'arrêtés préfectoraux encadrant la production de ces études et imposant à partir de 2002 une surveillance des eaux souterraines sur 3 piézomètres implantés sur le site et sur 3 forages extérieurs au site (arrêté préfectoral du 16 janvier 2002). Ce dernier arrêté a prescrit la réalisation d'un diagnostic approfondi qui a été produit seulement en mai 2006. Ce dernier mettait en évidence 4 zones de pollution des sols (une en hydrocarbures et trois en plomb ainsi que des contaminations modérées en nickel et en plomb dans les eaux souterraines. Le diagnostic mettait en avant un sens d'écoulement des eaux souterraines vers l'Ouest du site. Le diagnostic recommandait des investigations complémentaires au niveau des sols et lors du site au niveau des eaux souterraines.

L'incendie d'avril 2006 a conduit à renforcer la surveillance des eaux souterraines (lettre préfectorale du 30 avril 2006). Cet incendie et les constats ponctuels de pollution, ont conduit à réaliser en 2006, 2007 et 2008 les investigations complémentaires au niveau des sols et des fossés qui avaient recueilli les eaux d'extinction, du puisard situé à côté de la chaudière, des eaux souterraines et superficielles avec notamment la création de 4 nouveaux piézomètres. Le diagnostic approfondi des eaux superficielles et souterraines en date du 9 décembre 2008 a été transmis à la DDASS de Loir-et-Cher conformément au souhait exprimé dans le cadre de la procédure d'autorisation objet du présent rapport. Il convient de noter que le sens d'écoulement des eaux souterraines finalement retenue est un écoulement vers les Nord-Est et que l'enjeu est constitué principalement par les puits de particuliers, l'usine étant proche d'un secteur d'habitat.

A la demande de l'inspection des installations classées en mars 2009, des études complémentaires ont été conduites. Ainsi, l'inspection des installations classées a été rendue destinataire :

- o d'une synthèse des résultats de la surveillance des eaux souterraines de 2006 à 2010 (remise en décembre 2012) ;
- o d'un bilan coûts avantages pour la gestion des 4 sources de pollution identifiées sur le site (reçu en septembre 2011) ;
- o d'une proposition d'action pour la dépollution du fossé Est (sédiments contaminés) ;
- o d'une liste fournie par la ville de Nouan-le-Fuzelier des propriétaires ayant déclaré leurs puits et situés au plus près de l'usine (recensement communiqué à la RECAM en novembre 2010 et remis en décembre 2012).

L'inspection des installations classées avait en effet demandé en mars 2009 que les puits des propriétaires situés à moins de 100 m du site soit recensés et analysés ou à défaut que des piézomètres soient implantés hors du site.

A ce stade aucune action de dépollution n'a été encore engagée et la surveillance continue d'être effectuée sur des forages soit qui ne sont pas situés dans la nappe des sables et argiles de Sologne soit qui sont situés en amont hydraulique du site. Le site de la société RECAM SONOFADDEX est situé hors du périmètre de protection du captage AEP de Nouan le Fuzelier qui en outre capte la nappe des calcaires de l'Orléanais et donc un horizon plus profond, bien protégé par un couche géologique peu perméable.

L'enjeu principal des pollutions est donc en premier les usages privatifs de la nappe des sables de Sologne, voire des eaux superficielles (Néant, étang du Vaugoin) qui nécessite des actions selon 3 axes :

- o la connaissance de l'extension de la pollution à l'aval et la mise en place de restriction d'usage si nécessaire ;
- o l'adaptation de la surveillance des eaux souterraines pour tenir compte du sens d'écoulement de la nappe, de la localisation des sources de pollution et des puits éventuellement contaminés ;
- o la mise en place d'un véritable plan de gestion des pollutions des sols, des sédiments du fossé.

La gestion des déchets

L'établissement reçoit principalement des pneus usagés et des batteries usagées collectés dans son réseau de magasins.

Il procède sur son site au tri des pneumatiques en vue soit de les traiter sur l'installation de rechapage du site, soit de les traiter sur les 3 lignes de broyage du site. L'enjeu de l'activité est notamment la gestion des stocks (quantité, conditions de stockage) soit en entrée soit en sortie de l'installation de broyage selon le bon fonctionnement des installations de broyage, les besoins des repreneurs (pour la poudrette), la qualité de la limaille présente. L'exploitant a prévu la réalisation de 4 aires imperméabilisées pour l'exercice de l'activité de tri regroupement de pneus usagés reliées au bassin d'orage de 3000 m³. Il convient de noter que l'exploitant ne dispose pas d'agrément pour l'exercice de cette activité et que la Préfecture lui avait notifié les compléments à apporter à sa demande d'agrément par lettre du 12 mai 2006. Sur les 4 aires prévues, l'inspection des installations classées a constaté que 2 seulement ont été mises en service à ce jour et que la poudrette était stockée dans un des entrepôts de pneus neufs et aussi en extérieur le long de la voie ferrée sur l'aire de stationnement des poids lourds et des remorques.

Il convient de noter que l'exploitant ne dispose pas d'agrément pour l'exercice de cette activité et que la Préfecture lui avait notifié les compléments à apporter à sa demande d'agrément par lettre du 12 mai 2006.

S'agissant des batteries usagées, celles-ci ne font que transiter par le site et sont éliminées conformément à la réglementation. L'inspection des installations classées a en 2008, 2009 et 2010 eu des difficultés pour obtenir la copie des bordereaux de suivi de déchets dangereux.

De même, une activité plus globale de regroupement de déchets du réseau FAP a été développée par la société RECAM. Les filtres à huile étaient déposés avec les ferrailles et repris par un récupérateur de métaux. Depuis 2010, les filtres à huile sont collectés séparément et font l'objet de bordereaux de suivi de déchets dangereux. Des aérosols et des emballages souillés sont aussi collectés dans ce cadre. Les déchets non dangereux (cartons, plastiques) sont compactés sur le site. Les déchets transitent par une des aires bétonnées prévues pour les pneus usagés, et des déchets sont stockés sur une zone sous auvent. Cette activité non autorisée par les arrêtés préfectoraux du site, non prise en compte dans le dossier de demande d'autorisation s'exerce jusqu'à peu hors de tout cadre réglementaire et sans les traçabilités requises.

Les risques incendie

L'exploitant a réalisé depuis 2006 un gros travail de mise en conformité des ses installations électriques. Il procède au contrôle annuel de ses installations par thermographie infra-rouge.

Les nouveaux bâtiments de stockage sont équipés d'une extinction automatique d'incendie et de murs périphériques REI120. Ils sont reliés au bassin de rétention de 3000 m³ tout comme les aires d'entreposage et de tri des pneus usagés. Pour que les flux thermiques en cas d'incendie au niveau de ces 4 aires n'affectent pas la voie SNCF, l'exploitant avait prévu de mettre en place le long de la voie SNCF un merton de 3 m de hauteur et de 82 m de long. Les 2 aires les plus proches de la voie n'ont pas encore été réalisées. Le merton n'a donc pas été créé, car ce sont ces 2 aires qui étaient à l'origine des flux thermiques pouvant affecter la voie SNCF. L'exploitant n'a toutefois pas renoncé à la réalisation des 2 dernières aires.

Le site dispose d'une réserve incendie de 4500 m³ largement dimensionnée et alimentée par les eaux de toiture du bâtiment G et d'une station de pompage. L'enjeu dans le domaine est d'assurer le maintien à niveau de cette réserve compte tenu des conditions climatiques, de dégâts causés par les ragondins, du fait qu'elle n'est pas revêtue d'une géomembrane. Dans la réponse aux avis des services, l'exploitant s'est engagé à équiper la réserve d'une géomembrane et de la maintenir à niveau.

3.2. PROPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES INTRODUITES DANS L'ARRÊTÉ

Le projet d'arrêté d'autorisation joint au présent rapport prend en compte les remarques des services consultés dans la procédure. Il prend en compte les éléments du dossier modificatif évoqué au chapitre 4 sauf ceux relatifs au transit regroupement de déchets (hors batteries usagées et pneus usagés) pour lesquels des compléments sont attendus.

En matière de rejets atmosphériques

il prévoit :

- o La captation des rejets de l'installation de rechapage et le contrôle des rejets dans un délai d'un an, sauf mise en place d'un schéma de maîtrise des émissions dans ce délai ;
- o La mise en conformité dans un délai d'un an des exutoires des rejets des installations de broyage et de rapage pour permettre la réalisation d'un contrôle annuel des rejets ;
- o Des valeurs limites d'émissions dans l'air pour les rejets canalisés ;
- o Des consommations maximales de solvants pour les différentes activités ;
- o L'établissement d'un plan de gestion annuel de solvant.

En matière de rejets d'eaux

Le projet d'arrêté prescrit la réalisation des mesures suivantes :

- o dans un délai de 18 mois, la réalisation d'un bassin d'orage de 200 m³ collectant tous les rejets directs au fossé avec un débouleur-séparateur d'hydrocarbures en sortie du bassin ;
- o dans un délai de 18 mois, le comblement du puisard et le rejet des purges de chaudière au réseau des eaux pluviales du site ;
- o dans le même délai de 18 mois, la réfection des voiries et de la dalle de l'ancien bâtiment incendié ainsi que le revêtement des voiries desservant les 3 nouveaux entrepôts ;
- o des valeurs limites de rejet ;
- o un contrôle annuel de ces rejets.

En matière de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines

Le projet d'arrêté prescrit :

- o la création d'un piézomètre supplémentaire à l'aval de la source de pollution T-U-F ;
- o la surveillance semestrielle des eaux souterraines (qualité des eaux sur 5 piézomètres et les éventuels puits contaminés, niveau piézométrique sur 8 piézomètres) ;
- o l'inventaire exhaustif des puits privés situés à moins de 150 m à l'aval du site et contrôles de la qualité des eaux
- o la transmission dans un délai de 3 mois à l'inspection des installations classées et à l'ARS de l'évaluation environnementale incluant les résultats des contrôles de la qualité des eaux sur les puits et l'avis d'un hydrogéologue compétent.
- o la définition du plan de gestion des pollutions dans un délai de 6 mois et sa mise en œuvre dans un délai de 18 mois afin qu'elle puisse être optimisée au regard aux autres travaux prévus en matière de rejets d'eaux.

En matière de déchets

Le projet d'arrêté réglemente la gestion des déchets autorisés sur le site dans le sens d'une maîtrise des quantités présentes, des conditions de stockage et d'une traçabilité des flux de déchets. Il vaut agrément pour l'élimination de pneumatiques usagés.

Il impose à l'exploitant de fournir dans un délai de 3 mois les informations nécessaires pour qu'il puisse obtenir un agrément pour la collecte (ramassage et surtout tri et regroupement des pneus usagés)

En matière de maîtrise du risque incendie

Le projet d'arrêté prévoit un programme étalé dans le temps pour achever la mise en conformité du site en matière de désenfumage, de détection incendie, de rétention des eaux incendie selon un échéancier tenant compte des enjeux. Le risque maximal se situe au niveau de l'atelier de broyage (en terme de probabilité d'un incendie) alors qu'en terme de potentiel de danger, celui-ci est concentré dans les nouveaux bâtiments.

Le projet d'arrêté limite certaines capacités et prévoit des dispositions minimales au niveau de tous les bâtiments afin de limiter les modifications d'affectation et d'assurer la compatibilité des usages avec les caractéristiques des bâtiments. Il prescrit une mise à jour du plan d'opération interne dans un délai de 3 mois et la création d'un poste de sécurité où sont reportées toutes les alarmes dans un délai d'un an.

Enfin, le projet d'arrêté prescrit la mise en place du merlon le long de la voie SNCF avant la mise en service des 2 dernières aires d'entreposage des pneus usagés.

4. MODIFICATIONS APPORTEES A L'EXPLOITATION

L'exploitant a transmis un dossier modificatif complet reprenant le classement des activités eu égard au changement qui sont intervenus dans la nomenclature des installations classées, principalement eu égard aux rubriques relatives au tri au regroupement ainsi qu'au traitement de déchets, des seuils et des critères de classement associés. L'inspection des installations classées a fait part à l'exploitant de points nécessitant des corrections eu égard aux règles de classement des activités. Le tableau de classement actualisé est présenté à l'article 1.2.1 du projet d'arrêté ci-joint.

Le dossier intègre toute l'activité de regroupement de déchets dangereux et non dangereux du réseau FAP en prévoyant son élargissement aux déchets d'autres producteurs du même secteur d'activité (réparation automobile). Les éléments fournis sont insuffisants dans ce domaine pour apprécier les conditions d'exercice prévues de l'activité, les impacts et dans une moindre mesure les dangers.

Aussi le projet d'arrêté prescrit la transmission au Préfet sous 3 mois d'un complément au dossier par un descriptif précis des conditions d'exercice de l'activité de transit, de tri et de regroupement des déchets dangereux et de déchets non dangereux (conditions d'admission, gestion sur le site, filières de valorisation et d'élimination), une évaluation des impacts et des dangers potentiels de cette activité et la présentation des mesures de maîtrise des risques et des impacts. L'enjeu est de disposer des éléments prévus par l'article R512-33 du code de l'environnement pour apprécier si la modification proposée est substantielle et nécessite le dépôt d'une demande d'autorisation d'exploiter et en tout état de cause s'agissant d'une modification notable pour pouvoir la réglementer efficacement.

Le projet d'arrêté prévoit que l'exploitant joigne à son dossier, les compléments à sa demande d'agrément pour la collecte des pneus usagés sur les points mentionnés par la lettre préfectorale du 12 mai 2005 susvisée ainsi que les pièces réglementaires constitutives d'une demande d'agrément pour la tri des emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

Le dossier modificatif présente aussi les évolutions d'implantation suivantes :

- ☐ Le stockage de poudrette et des résidus de rapage conditionnés en big-bags dans le bâtiment J1 à raison d'au plus 1600 m³ ;
- ☐ Le stockage des batteries usagées dans la cellule B4 du bâtiment B ;
- ☐ L'entreposage des pièces et produits pour l'automobile (y compris des batteries neuves) dans le bâtiment C, y compris un stock tampon de 2000 m³ de pneus neufs ;
- ☐ Le stockage des échappements dans le bâtiment E qui accueille aussi une activité de fabrication de matériels métalliques pour les magasins du réseau ;
- ☐ L'implantation de l'atelier mécanique dans le bâtiment C.

Le plan en annexe 1 du projet d'arrêté présente l'implantation des bâtiments et des aires extérieures ainsi que les réseaux de collecte des eaux du site.

5. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Le commissaire enquêteur, les conseils municipaux des communes concernées et les chefs de services consultés au cours de la procédure ont émis des avis favorables.

Compte tenu des mesures prises ou prévues, du niveau de maîtrise des impacts et des dangers sur l'environnement et les tiers, le service instructeur émet un avis favorable compte tenu des améliorations apportées à l'exploitation depuis 2006 et dans la perspective d'une reprise annoncée de la société, le repreneur ayant été à l'origine des derniers dossiers transmis et demandés depuis 2009 à la société. Il relève l'importance des travaux restant à réaliser sur le site qui justifient l'échéancier proposé.

6. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher de donner une suite favorable à la demande d'autorisation d'exploiter présentée par la société RECAM SONOFADEX sur le territoire de la commune de Nouan-le-Fuzelier, sous réserve du strict respect des dispositions du projet d'arrêté joint qui permet de prendre en compte les impacts et les dangers des installations sur leur environnement.

L'inspection des installations classées propose que ce rapport et le projet d'arrêté précité soient respectivement présentés et soumis à l'avis du CODERST, conformément à l'article R 512-25 du Code de l'environnement - Partie réglementaire.

Pour le Directeur Régional
Le chef de l'unité territoriale de Loir-et-Cher
Inspecteur des Installations Classées

Copie : DREAL/SEIR

ANNEXE 2 – SYNTHÈSE DES AVIS ET DES REPONSES DU PETITIONNAIRE

ANNEXE 2.1 - SYNTHÈSE DE L'AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Commissaire enquêteur	Date des conclusions	Synthèse de l'avis
Mme Marie-Claude BRAULT	2 février 2008	<p>« [...] Les mesures compensatoires décrites à l'étude des dangers, Le CDMPE conclut que les conséquences du projet ne donne pas lieu de prévoir des mesures compensatoires au titre de NATURA 2000.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les investissements faits en faveur de l'environnement, - Les résultats des études complémentaires effectuées par l'APAVE en ce qui concerne les VCI arsenic, nickel et plomb, - Les réponses apportées par M. [...] pour son mémoire, - Les renseignements pris auprès de [...] affecté concernant la bonne mise en œuvre des travaux, - L'abandon progressif de certaines activités au profit d'une plate-forme logistique destinée à approvisionner les magasins propriété de la RECAM SONOFADEx employant 1000 personnes, - La volonté de maintenir le personnel en place, malgré l'abandon des dites activités, en faisant participer les employés à la reconstruction de l'entreprise. <p>conduisent à donner <u>un avis favorable</u> à la demande de régularisation administrative des installations exploitées par la société RECAM SONOFADEx sur le territoire de la commune de Nouan-le-Fizelier.</p> <p>Cependant, il sera nécessaire de suivre mes conseils en ce qui concerne les forages des puits, le suivi des eaux de l'entreprise pendant la durée des travaux et les prélèvements légaux à faire par la commune.</p> <p>→ <u>Forage des puits</u></p> <p>Les teneurs en nickel et en arsenic sont supérieures au VCI sensible dans la partie sud du site. Or, la nappe polluée est exploitée par des puits privés et des captages destinés à un usage sensible. Les analyses effectuées par l'APAVE en novembre et décembre 2007 sur les 3 nouveaux piézomètres montrent des valeurs de constat d'impact pour un usage sensible dépassées sur les piézomètres PZE et PZG pour le paramètre arsenic. Les valeurs de novembre en nickel et plomb n'ont pas été retrouvées en décembre. Le piézomètre PZG se trouve non loin d'un puits de rivière.</p> <p>Il serait souhaitable, même si ces teneurs ne sont pas liées à l'activité de la RECAM, d'aviser les propriétaires de ces captages et leur conseiller soit de ne plus utiliser l'eau de leur puits, soit de la faire analyser avant utilisation.</p> <p>→ <u>Suivi des eaux pendant les travaux</u></p> <p>Étant donné que la nappe affleurant est susceptible d'être impactée par les sources de pollution au sol, une surveillance mensuelle des eaux souterraines a été mise en place sur le site depuis 2006.</p> <p>Il serait souhaitable que cet état de fait perdure, pour le moins tant que la société est en reconstruction et n'a pas raccordé son réseau interne d'eaux pluviales au bassin avec déshuileur de 3000 m³ avant rejet au milieu naturel.</p> <p>Ensuite, une surveillance régulière sera nécessaire, car les poussières du broyage des pneus qui retombent sur les sols non imperméabilisés et dont on ne peut estimer l'importance sont lessivées par les pluies.</p> <p>→ <u>Prélèvements légaux à effectuer par la commune</u></p> <p>La commune a été informée de la nature des rejets du site au milieu naturel. En tant que gestionnaire du réseau, elle se réserve la possibilité d'effectuer des prélèvements sur les rejets du site afin de vérifier la conformité. Renseignements pris, à ce jour aucun prélèvement n'a été effectué. Il serait nécessaire de rappeler leurs obligations aux élus. »</p>

ANNEXE 2.2 - TABLEAU DE SYNTHÈSE DES AVIS ÉMIS PAR LES SERVICES INTÉRESSÉS
(consultation prévue par l'article R.512-21 du code de l'Environnement)

Service consulté	Date de l'a vis	Synthèse de l'avis	Réponse du pétitionnaire
DOEA de Loir-et-Cher	15 janvier 2008	<p>« [...] Je vous fais part des observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Prévention des risques</u> : <ul style="list-style-type: none"> - Tenir compte du risque argileux pour la construction des trois nouveaux bâtiments (fondations à adapter à la nature des terrains...). • <u>Sécurité routière</u> : <ul style="list-style-type: none"> - Ne pas prévoir d'accès sur la RD 2020. • <u>Police de l'eau</u> : <ul style="list-style-type: none"> - Une pollution du sol et de la nappe superficielle ayant été mise en évidence (notamment par des hydrocarbures), prescrire une étude comportant l'analyse des eaux et des sédiments visant à surveiller l'évolution de la situation et à engager les actions correctives nécessaires (étude prévue selon le dossier présenté) ; - Une partie des eaux pluviales du site étant actuellement dirigée vers le lagunage communal (en surcharge hydraulique), prescrire ou limiter fortement le volume d'eau rejeté au réseau public et en réguler le débit. Enfin, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées doivent être traitées avant rejet au milieu naturel. <p>Sous réserve qu'il soit tenu compte de ces observations, j'émetts un avis favorable à la demande formulée par la société RECAM SONOFADEx à Nouan-le-Fuzelier. »</p>	<p>Réponse du pétitionnaire le 21 mai 2008</p> <p>« Concernant la prévention des risques, une étude de sol a été faite pour la réalisation des nouveaux bâtiments. Les rejets des eaux pluviales seront traités par un déboureur et séparateur à la sortie du bassin de 3000 m³. »</p> <p>Réponse complémentaire du 12 janvier 2012</p> <p>En ce qui concerne la prévention des risques, les fondations de 3 nouveaux bâtiments ont fait l'objet de fondations spéciales adaptées au risque argileux.</p> <p>Aucun accès n'est envisagé et envisageable sur la RD 2020, les seuls accès au site débouchent sur la RD122.</p> <p>Des analyses d'eaux pluviales de rejet ont été réalisées et de nouvelles sont programmées. Un curage des sédiments du fossé Est est en cours.</p> <p>Les eaux pluviales de ruissellement des aires échantonnées de la zone sud (notamment stockage des déchets et pneumatiques usagés) sont régularisées dans le bassin de régulation de 3000 m³ puis traitées au moyen d'un déboureur séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le fossé Ouest.</p> <p>Les eaux de lavage et les eaux pluviales de ruissellement de l'aire échantonnée présente devant le garage de réparation et d'entretien des camions, sont traitées au moyen d'un déboureur séparateur d'hydrocarbures. Il est projeté de rénover la dalle béton présente au niveau du bâtiment ayant brûlé au Nord qui sert actuellement de parking aux camions. Une collecte, une régulation et un traitement approprié des eaux de ruissellement y seront réalisés.</p> <p>Le réseau public collectif unitaire (eaux usées et eaux pluviales) présent sous la chaussée de la rue du Four à Chaux ne reçoit que les eaux usées en provenance des sanitaires ainsi que les eaux pluviales en provenance des toitures des bureaux du bâtiment administratif et du parking du personnel au Nord du site.</p>

Service consulté	Date de l'a vis	Synthèse de l'avis	Réponse du pétitionnaire
DDASS de Loiret-Cher	1 ^{er} février 2008	<p>« [...] L'étude de ce dossier appelle de ma part les observations suivantes : Je prends bonne note de la création d'un bassin de rétention de 3000 m³ qui permettra le confinement des eaux d'extinction d'incendie si nécessaire. Un stockage de batteries usagées est présent sur le site. Il serait utile d'en préciser l'origine et les conditions de stockage. La réduction notable des rejets atmosphériques de COV prévue en 2007 est-elle effective ? Les seuils autorisés sont-ils aujourd'hui respectés ? Je souhaite être destinataire des éléments relatifs à la gestion des pollutions des sols et des eaux souterraines (le diagnostic approfondi de 2006, les études complémentaires engagées en 2007, le suivi mensuel de la qualité des eaux souterraines...). Sous réserve que des réponses adaptées soient apportées à chacun des points évoqués ci-dessus, j'émetts un avis favorable à l'autorisation sollicitée. »</p>	<p>Réponse du pétitionnaire le 21 mai 2008</p> <p>« Concernant le stockage des batteries, il se fait actuellement dans le bâtiment F qui est sans rétention. »</p> <p>Réponse complémentaire du 12 janvier 2012</p> <p>Le bassin de rétention de 3000 m³ a bien été réalisé au sud du site. Il permet de réguler le débit des eaux pluviales des aires échantonnées extérieures de la motte sud du site. Elles transitent afin d'être traitées par un débouilleur séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le fossé.</p> <p>Le site constitue une plate-forme de regroupement de déchets non dangereux (papiers, cartons, bois, plastiques) et dangereux (batteries usagées, emballages souillés, filtres divers, aérosols) lesquels proviennent essentiellement des magasins de réparation-entretien et de vente de pièces détachées des établissements appartenant à la société RECAM (plus d'une centaine).</p> <p>Les batteries usagées après avoir été collectées par les camions de transport de la société RECAM sont regroupées sur le site à l'intérieur du bâtiment B cellule 4, elles sont donc stockées sur dalle béton, à l'abri puis placées dans des bacs spéciaux avant leur élimination. La surface dédiée est d'un maximum 300 m². au maximum 144 t de batteries usagées peuvent être stockées en attente d'expédition. Elles ont une forte valeur marchande, elles sont donc revendues pour être revalorisées à des sociétés spécialisées. Des rejets de COV sont susceptibles de provenir de l'aire intérieure de rechapage des pneumatiques (bâtiment F) et des cabines de peinture présentes dans le bâtiment B cellule 6. Il sera réalisé un schéma de maîtrise des émissions des COV dans un délai de 6 mois. L'aire intérieure de rechapage des pneumatiques est néanmoins largement aérée car une ouverture permanente de la toiture au niveau du faîtage a été opérée sur quasiment toute la longueur du bâtiment, ce qui permet de réduire considérablement la concentration en COV dans l'air ambiant du bâtiment. Aussi l'émission de COV dans l'atmosphère se fait de façon diffuse.</p> <p>Les rapports et autres documents relatifs à la pollution des sols ainsi que ceux d'analyses des eaux souterraines seront transmis à la préfecture, un exemplaire supplémentaire sera transmis à l'ARS.</p>

Service consulté	Date de l'avis	Synthèse de l'avis	Réponse du pétitionnaire
DIREN Centre	28 décembre 2007	<p>« [...] émet un avis favorable sur ce projet sous réserve de la prise en compte des observations ci-dessous :</p> <p><u>FAUNE-FLORE-MILIEUX NATURELS</u> Site à l'intérieur d'une zone NATURA 2000 (« Sologne »). A ce titre, l'étude d'incidence sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire montre l'absence d'impact du projet sur les habitats et espèces ayant justifié la désignation du site.</p> <p><u>VOLET EAU</u> Le site est principalement utilisé comme plate-forme de stockage de produits et accessoires automobiles (logistique). La société exerce également le rechapage de pneumatiques et la rénovation de cardans. L'établissement a subi au moins trois incendies notables. Suite au dernier incendie (29 avril 2006) et à des contraintes réglementaires, la société a décidé de s'agrandir. Les activités de l'entreprise en 2007 s'opèrent sur un site d'une surface totale de 15 ha environ dont 10 ha imperméabilisés.</p> <p><u>Réjet d'eaux pluviales et d'eaux usées du site</u> 1) <u>Les eaux pluviales</u> Une partie des eaux pluviales est collectée via les regards présents, renvoyée au réseau sanitaire de la zone industrielle puis acheminée vers le système de lagunage de la vieille de Nouan-le-Fuzelier avant rejet dans le Néant (cours d'eau non continu situé à environ 500 m du site). Le reste des eaux pluviales se déverse dans un fossé avant de rejoindre le Néant ou un étang piscicole en cas d'orage. Les eaux pluviales du site sont évacuées sans aucun traitement de la part de l'industriel exceptées celles collectées aux abords du local d'entretien des poids lourds (séparateur à huiles).</p> <p>2) <u>Les eaux usées</u> Les eaux usées sont rejetées dans le réseau communal puis dans le système de lagunage de la commune.</p> <p>3) <u>Les eaux d'incendie</u> Un bassin de rétention des eaux d'extinction doit être créé en 2007 (volume de 3000 m³). Je note que la société a été mise en demeure par deux fois pour non respect de certaines prescriptions et non régularisation de certaines activités.</p> <p><u>Le projet et les milieux aquatiques</u> 1) <u>Réjet d'eaux usées</u> Toute entreprise industrielle rejetant ses effluents dans le réseau public d'assainissement doit faire l'objet d'une autorisation préalable au rejet donnée par la collectivité à laquelle appartient le réseau en application de l'article L1331-10 du code de la santé publique récemment modifié par la loi sur l'eau du 30/12/2006. Un arrêté d'autorisation au titre des CPE ne dispense pas de l'obtention de l'autorisation de raccordement au réseau public au titre du code de la santé publique (article 34 de l'arrêté du 02/02/1998). Par ailleurs, ce même article 34 stipule que l'étude d'impact comporte un volet spécifique relatif au raccordement. Ce volet doit étudier les incidences du raccordement sur le fonctionnement de la station et la qualité des boues, en particulier au regard de la présence de micro polluants minéraux ou organiques dans les effluents.</p> <p>2) <u>Réjet des eaux pluviales dans le fossé</u> L'industriel doit respecter l'article 9 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998. Le ruissellement des eaux pluviales du site présente un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage. Les eaux collectées ne peuvent être rejetées dans le fossé qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. De plus, le réseau de collecte des eaux pluviales doit être aménagé et raccordé à un ou plusieurs bassins de confinement capables de recueillir le premier flot des eaux pluviales. La société doit également respecter l'objectif de qualité du Néant classé 1B.</p> <p>3) <u>Contamination des eaux souterraines</u> Un diagnostic approfondi réalisé en mars 2006 a permis de confirmer plusieurs types de pollutions : teneurs élevées en hydrocarbures, plomb, arsenic et nickel dans les eaux souterraines par une contamination des sols. L'incendie du 29 avril 2006 accentue cette dégradation. Un diagnostic est en cours. La nappe affleurante à 1 m du sol et exploitée par des puits privés dans le secteur comporte cet état des lieux. La société s'engage dans les plus brefs délais à mettre en place une surveillance mensuelle des eaux souterraines sur le site par la réalisation de trois piézomètres complémentaires sur lesquels six campagnes d'analyses seront faites (3 hautes eaux et 3 basses eaux) pour bien caractériser la qualité de la nappe et préciser son sens d'écoulement et obtenir les informations nécessaires à une éventuelle simulation de l'écoulement de la diffusion et de la dilution des polluants. De plus la directive cadre sur l'eau du 23/10/2000 fixe des objectifs de suppression ou de réduction des rejets de substances toxiques dans les milieux aquatiques. Le pétitionnaire devra communiquer à l'inspection des installations classées un diagnostic de l'évaluation des consommations et des rejets de substances dangereuses découvertes dans les eaux souterraines du site (au moins pour hydrocarbures, plomb, arsenic, nickel) ainsi que les actions qu'il compte mettre en œuvre pour réduire les rejets en cohérence avec la circulaire DE/DPPR du 7/05/2007 qui prévoit des normes de qualité environnementale pour 41 substances et familles de substances dangereuses.</p> <p>4) <u>Eau d'extinction incendie</u> Il est prévu la récupération des eaux d'extinction d'incendie dans un nouveau bassin de 3000 m³ qui permettrait également de récupérer la quasi-totalité des eaux pluviales du site. Tout sera mis en œuvre dans les plus brefs délais pour permettre le confinement des eaux d'extinction d'incendie. L'industriel ne doit en aucun cas mélanger les eaux pluviales et les eaux d'extinction d'incendie qui peuvent être très polluées. »</p>	<p>Réponse du pétitionnaire le 21 mai 2006</p> <p>« Recommandation déjà vue dans les prescriptions précédentes. »</p> <p>Réponse complémentaire du 12 janvier 2012</p> <p>Sur le rejet d'eaux pluviales, il convient de se reporter aux réponses apportées aux paragraphes précédents.</p> <p>Sur les eaux incendie, le bassin de rétention de 3000 m³ a bien été réalisé. Il n'existe pas d'eaux résiduelles industrielles provenant de processus de fabrication. Il existe néanmoins des eaux de lavage des camions, lesquelles sont traitées avant rejet au milieu naturel (fossé longeant la voie ferrée à l'Est) par un débiteur séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Une convention de rejet a été rédigée par la commune de Nouan le Fuzelier. Cela concerne les eaux rejetées sur le réseau collectif unitaire présent au niveau de la rue du Four à chaud.</p> <p>Les installations de traitement des eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées en hydrocarbures, boues et éventuellement métaux présentent actuellement et celles qui seront installées (aire extérieure parking camion à rénover notamment) dont les rejets se font dans le milieu récepteur superficiel (fossé) permettent de respecter les objectifs de qualité du Néant de classe 1 B. Afin de vérifier la qualité des eaux de rejet, des analyses d'eau sur les points de rejets seront réalisées au minimum une fois par an.</p> <p>Des piézomètres sont présents sur le site afin de vérifier la qualité des eaux souterraines au droit du site. Des campagnes bi-annuelles (basses eaux, hautes eaux) de prélèvements pour analyses sont pratiquées et seront poursuivies jusqu'à ce qu'elles témoignent d'un retour à une qualité acceptable (objectifs de qualité à définir).</p>

Service consulté	Date de l'avis	Synthèse de l'avis	Réponse du pétitionnaire
SDIS de Loir-et-Cher	30 novembre 2007	<p>« (...) émet un avis favorable sous réserve de respecter les observations suivantes :</p> <p>Préscriptions pour l'ensemble du site et les nouveaux bâtiments</p> <p>Défense incendie</p> <p>1) Garantir en toutes circonstances un volume disponible de 4500 m³ dans la réserve incendie (vérification par échelle de crue fixe).</p> <p>2) Aménager sur les réserves sprinkler 2 demi-raccords DN 100 mm, situés à environ 0,60 mètre du sol.</p> <p>3) Identifier à l'aide de pictogrammes le bassin de rétention des eaux d'extinction et les dispositifs d'isollements du bassin de rétention des eaux d'extinction et du réseau d'eaux pluviales. Ce dispositif devra être manœuvrable en toutes circonstances.</p> <p>Il conviendra d'afficher à proximité du portail d'accès au bassin de rétention les consignes relatives à l'arrêt de la pompe de relevage en cas de sinistre. Des consignes précises devront être établies pour prévoir l'isolement du bassin de rétention en cas de sinistre.</p> <p>Implantation – accès</p> <p>4) Garantir une voie d'accès aux véhicules des secours sur le périmètre du bâtiment 3, comme prévu pour les bâtiments 1 et 2.</p> <p>5) Aménager un cheminement stabilisé d'une largeur de 1,40 mètre entre chaque issue piétonne des nouveaux bâtiments et les voies lourdes.</p> <p>6) Aménager une zone libre au minimum de 10 mètres de larges entre chaque îlot de stockage extérieur. De plus, ces stockages extérieurs de pneumatiques devront être situés à plus de 20 mètres des bâtiments, chaque îlot devra être accessible aux secours sur ses quatre côtés.</p> <p>La plus grande dimension des îlots de pneumatiques devra être inférieure à 40 mètres.</p> <p>7) Retenir les caractéristiques suivantes pour les voies utilisables par les engins de secours réservées à cet usage (force portante calculée pour un véhicule de 16 tonnes, résistance au poinçonnement : 100 KN sur une surface circulaire de 0,20 m de diamètre pour les zones permettant la mise en station des échelles, rayon intérieur minimum de 11 m, hauteur 3,50 m, pente inférieure à 15 %, pour la circulation des engins, 10 % pour la mise en station des échelles).</p> <p>Construction – isolement</p> <p>8) Implanter en partie haute du bâtiment 3, les détecteurs qui asservissent la fermeture de la porte coupe-feu. Il conviendra de signaler au sol la zone qui doit rester libre afin de ne pas créer d'obstacles à la fermeture des portes automatiques.</p> <p>Dégagements</p> <p>9) Aménager les baies de stockage de manière à laisser libres et dégagées en toutes circonstances les portes piétonnes aménagées entre les cellules.</p> <p>Désenfumage</p> <p>10) Implanter dans les bâtiments 1, 2 et 3 des exutoires de fumées dont la surface géométrique représente 2 % de la superficie du canton à désenfumer.</p> <p>Les aménagements d'air frais devront avoir une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton (ouvrants, bouches, portes...).</p> <p>Il conviendra de créer des cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1600 m². La longueur d'un canton ne doit pas dépasser 60m. De plus, chaque canton sera délimité en partie haute par un écran ayant les caractéristiques suivantes (paroi en matériaux incombustibles (MCI), stable au feu de degré ½ heure).</p> <p>11) Regrouper les commandes manuelles du système de désenfumage à proximité des sorties de chaque cellule.</p> <p>12) Afficher à proximité des commandes de désenfumage les plans des zones de désenfumage. Ces plans devront être communiqués aux sapeurs-pompiers.</p>	<p>Réponse du pétitionnaire le 24 mai 2008</p> <p>« En ce qui concerne les prescriptions demandées, l'ensemble des demandes sera réalisé en ce qui concerne le paragraphe 2.8, auquel il est demandé d'étudier la possibilité d'installer une détection autonome déclenchée sur l'ensemble des bâtiments B, D, E, F, G.</p> <p>Le bâtiment B sera rapidement affecté pour du stockage non inflammable.</p> <p>Le bâtiment F sert à stocker les échappements (pièces métalliques).</p> <p>Le rechapage des pneus est en activité environ 1 semaine par mois et nous ne savons toujours pas ce que sera le devenir de cet atelier.</p> <p>Les batteries seront transférées dans le bâtiment 1 (des nouvelles constructions).</p> <p>Le bâtiment E dans l'immédiat sert de stockage de pièces détachées qui vont être très certainement transférées dans le bâtiment G.</p> <p>Pour le bâtiment D qui est le broyage des pneus, l'activité est toujours stoppée environ 2 heures avant le départ des employés ; néanmoins pour celui-ci nous allons faire une étude pour y installer une détection. »</p>

Service consulté	Date de l'avis	Synthèse de l'avis	Réponse du pétitionnaire
SDIS de Loir-et-Cher	30 novembre 2007	<p>16) Marquer au sol l'interdiction de stationner « réserver aux sapeurs-pompiers » les emplacements prévus pour la mise en œuvre des engins pompes à proximité des poteaux d'incendie (4 x 8 m). Il conviendra d'installer une protection mécanique à proximité du nouveau poteau d'incendie afin d'éviter sa détérioration par les engins manœuvrés sur le site.</p> <p>17) Installer une installation de détection automatique d'incendie dans les bâtiments 1, 2 et 3.</p> <p>18) Planifier des extincteurs en nombre et qualité appropriés aux risques à défendre.</p> <p>19) Faire vérifier annuellement l'ensemble des moyens de secours, poteaux d'incendie privés, R.L.A., extincteurs, asperseurs des portes coupe-feu, détection automatique d'incendie. Le système d'extinction automatique sera vérifié et entretenu conformément aux normes en vigueur.</p> <p>20) Prévoir des consignes précises pour l'accueil des secours extérieurs, notamment pendant les heures de fermeture du site, pour permettre l'accès des secours aux bâtiments (clévrillage des accès par les personnels ou une société de surveillance).</p> <p>21) Identifier à l'aide de pictogrammes l'ensemble des coupures d'urgence des énergies (électricité, gaz, fioul...).</p> <p>22) Afficher dans l'ensemble de l'établissement des consignes faisant apparaître très lisiblement les numéros « 18 » ou « 112 » pour appeler le service d'incendie et de secours.</p> <p>23) Transmettre au Service Départemental d'incendie et de Secours avant la mise en service, les documents nécessaires à la réalisation d'un plan d'intervention à l'usage des sapeurs-pompiers (plan d'établissement répertorié), sous format A3 ou sur support numérisé (plan de situation, plan-masse du site, plan de chacun des bâtiments avec indication des cantons de désenfumage, des emplacements des commandes de désenfumage, implantation des coupures en énergie).</p> <p>Prescriptions complémentaires pour les bâtiments existants</p> <p>24) Etudier la possibilité de réaliser des cantons de désenfumage dans les bâtiments C, F et E.</p> <p>25) S'assurer que le désenfumage des bâtiments existants (B, C, D, E, F, G) est réalisé à raison de 1 % de surface utile efficace.</p> <p>Pour les bâtiments à fort potentiel combustible et fumigène dans lesquels sont stockés ou travaillés les pneumatiques et caoutchoucs, cette surface de désenfumage devra être au moins égale à 2 % de la surface du canton de désenfumage.</p> <p>Les aménagements d'air devront avoir une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton.</p> <p>26) Assurer la fermeture automatique des portes coupe-feu du bâtiment G, soit à des détecteurs autonomes déclencheurs, soit à une installation de détection sensible aux fumées et au gaz de combustion, installée de part et d'autre des blocs portes.</p> <p>27) Etudier la possibilité de recouper le bâtiment F par la création d'un mur coupe-feu 2 heures entre la zone de stockage de boîtes et la zone de rechapage des pneus.</p> <p>Le dispositif de communication aménagé dans ce recoupement devra être coupe-feu 1 heure, asservi soit à un détecteur autonome déclencheur, soit à une installation de détection sensible aux fumées et gaz de combustion.</p> <p>28) Etudier la possibilité d'installer une installation de détection automatique d'incendie dans l'ensemble des bâtiments B, D, E, F, G. Cette étude devra également présenter un échéancier avec une priorité donnée aux bâtiments à fort potentiel fumigène.</p> <p>Toutes les dispositions de la réglementation citée ci-dessus non reprises dans cette étude restent néanmoins applicables. »</p>	<p>Réponse complémentaire du 12 janvier 2012</p> <p>Pour les 3 nouveaux bâtiments de stockage de pneumatiques qui ont été construits et les aires de stockage de déchets de pneumatiques usagés, un bassin de confinement des eaux d'eau incendie de 3000 m³ a bien été réalisé.</p> <p>Ces 3 nouveaux bâtiments ont été équipés de sprinklers qui se déclenchent automatiquement en cas d'incendie. Une réserve de 430 m³ d'eau permet l'alimentation des sprinklers. Des essais de fonctionnement des pompes sont réalisés toutes les semaines.</p> <p>Les bâtiments G et E disposent chacun de leur propre dispositif de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie.</p> <p>Un poteau d'incendie a bien été réalisé sur l'aire de manœuvre face aux nouveaux bâtiments J1, J2 et J3.</p> <p>Le bassin de 4500 m³ servant de réserve incendie sera équipé d'une géomembrane imperméable afin d'assurer son étanchéité et afin que le volume requis soit toujours disponible. Son alimentation se fera par les eaux de toiture du bâtiment G.</p> <p>Une partie des mesures de protection et de lutte contre l'incendie a été réalisée, cependant compte tenu du coût très élevé que cela représente et de l'ancienneté des bâtiments qui rend les travaux compliqués, toutes (désenfumage et détection incendie essentiellement dans les anciens bâtiments) n'ont pu être réalisées, le reste des travaux des mises en conformité sera réalisé sous un délai de 2 à 4 ans.</p>
SDPC de Loir-et-Cher	27 décembre 2007	<p>« [...] Au vu des études d'impact et de dangers, les dispositifs prévus pour prévenir les risques afin d'assurer la sécurité des personnes, des biens, et de l'environnement, n'appellent pas de ma part d'observations particulières. Sous réserve de la mise en œuvre des mesures de sécurité préconisées, j'émet un avis favorable à ce projet. »</p>	

ANNEXE 2.3 - TABLEAU DE SYNTHÈSE DES DÉLIBÉRATIONS ÉMISES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE CONCERNÉE
(consultation prévue par l'article R.512-24 du code de l'Environnement)

	Date de l'avis	Synthèse de l'avis
CHSCT	19 février 2008	« [...] Les membres élus du C.H.S.C.T. se sont réunis pour donner leur avis favorable sans émettre de remarque en vue des améliorations prévues dans le futur. »

ANNEXE 2.4 - TABLEAU DE SYNTHÈSE DES DÉLIBÉRATIONS ÉMISES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE CONCERNÉE
(consultation prévue par l'article R.512-20 du code de l'Environnement)

Aucun avis n'a été émis par le conseil municipal de la commune de Nouan le Fuzelier.

